



# **Réponse de France Télécom Orange à la consultation de l'ARCEP sur les perspectives du dégroupage dans le cadre des travaux préparatoires au quatrième cycle d'analyse de marché du haut et du très haut débit**

**15 mai 2013**

Version publique

Les paragraphes de la réponse entre [ ] relèvent du secret des affaires.

Contact : [affaires.reglementaires@orange-ftgroup.com](mailto:affaires.reglementaires@orange-ftgroup.com)

Référence de la consultation :  
[http://www.arcep.fr/uploads/tx\\_gspublication/20130403\\_cp\\_degroup.pdf](http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/20130403_cp_degroup.pdf)

Réponse de France Télécom Orange à la consultation de l'ARCEP sur les perspectives du dégroupage dans le cadre des travaux préparatoires au quatrième cycle d'analyse de marché du haut et du très haut débit

## Synthèse

La période qui s'ouvre jusqu'à l'été 2014 va être particulièrement importante pour le développement du haut et du très haut débit en France puisqu'elle sera l'occasion d'un nouveau cycle d'analyse de ces marchés qui conduira l'Autorité à déterminer la régulation qui s'appliquera en la matière jusqu'en 2017. Ce nouveau cycle d'analyse, qui inclura le marché des services de capacité et qui sera élargi au cadre de la régulation symétrique de la fibre, est crucial au moment même où les pouvoirs publics fixent des objectifs ambitieux en France pour le très haut débit et où le secteur des communications électroniques connaît des bouleversements et des difficultés économiques sans précédent.

Aussi, les perspectives d'évolution du nombre de répartiteurs dégroupés devraient apparaître, au regard des autres enjeux, assez secondaires puisque près de 90% des Français sont d'ores et déjà raccordés sur des répartiteurs dégroupés et que la grande majorité des 10% restant peut bénéficier de services haut débit en ayant le choix de son fournisseur d'accès.

France Télécom Orange regrette que tous les efforts qu'elle a pu déployer pour apporter le haut débit à la quasi-totalité des foyers français, y compris dans les zones les plus rurales, et pour la réussite opérationnelle du dégroupage soient quasiment passés sous silence dans la présente consultation et que le mérite de la position très favorable de la France dans le haut débit soit attribué essentiellement à ses concurrents. Elle regrette aussi que le mécanisme de subvention publique exclusivement destinée aux opérateurs dégroupés soit salué alors même que le coût pour la communauté apparaît très excessif au regard des bénéfices réellement retirés, que l'équilibre financier des entités créées à l'occasion apparaît très fragile.

En termes de besoins du marché, la question de l'accès à de meilleurs débits est certainement beaucoup plus importante que l'accès aux services de diffusion de programme de télévision sur DSL. Le sujet d'une offre de gros qui permettrait d'offrir de tels services à quelques pourcents des lignes qui y seraient techniquement éligibles ne nous paraît pas suffisamment fondé : il ne répond à aucun problème concurrentiel et ne traite pas le sujet des nombreux clients non éligibles à la TV sur DSL en zone dégroupée. Cette question paraît secondaire par rapport à celle de l'offre de meilleurs débits sur l'ensemble du territoire. De nouvelles solutions technologiques existent pour les zones dans lesquelles à court/moyen terme des réseaux FTTH ne seront pas déployés mais elles sont incompatibles avec le dégroupage tel qu'il s'est développé en France.

S'agissant des perspectives d'évolution du dégroupage, force est de constater que, contrairement à ce que décrit le document de consultation, l'empreinte géographique de celui-ci continue de s'étendre même si la croissance en terme de population est moindre puisque les opérateurs ont en priorité dégroupé les répartiteurs de plus grande taille. La détermination a priori d'une zone sans dégroupage n'en apparaît que plus hypothétique et aléatoire. Les différents acteurs privés et publics affichent leurs souhaits de poursuivre le dégroupage, en cohérence avec leurs projets FTTH et toute zone « non dégroupable » fixée sur des critères arbitraires au regard de ces projets pourrait conduire à des investissements inutiles.

Si l'ARCEP déterminait malgré tout une telle zone, il n'existe pas de fondement réglementaire pour imposer à France Télécom Orange la fourniture d'offres de gros qualifiées de composites adaptées à la diffusion de programmes de télévision sur DSL dans la mesure où il n'existe pas de problème concurrentiel en matière de fourniture de services de diffusion de chaînes de télévision.

## Réponses aux questions de la consultation

### **Question 1 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs commentaires ou analyses quant aux incitations au dégroupage mises en place dans le cadre des analyses des marchés.**

Les §1.1 et 1.2 du document de consultation constituent un résumé du cadre réglementaire applicable en France pour le dégroupage. Le §1.2.3 fait notamment une synthèse des moyens mis en œuvre par l'ARCEP pour permettre le dégroupage des petits répartiteurs.

Cependant, cette présentation passe sous silence des éléments importants, ce qui biaise l'analyse de la situation française.

En premier lieu et s'agissant d'une analyse prospective, il convient de noter que le dégroupage est considéré dans l'ensemble du document comme structurellement favorable au consommateur. Or, de nouvelles technologies permettant notamment d'offrir des débits plus importants au client final mais incompatibles avec la présence de plusieurs opérateurs utilisant la paire de cuivre au niveau du répartiteur ont fait leur apparition et sont déployées dans plusieurs pays européens. L'intérêt de l'introduction de telles technologies qui conduisent à une moindre empreinte géographique du dégroupage mais à un meilleur service pour le client final n'est abordé à aucun moment.

En second lieu, la régulation mise en œuvre a permis aux opérateurs concurrents de France Télécom Orange de dégager des marges importantes et rapides sur le haut débit, y compris sur les répartiteurs comprenant peu de lignes. L'ARCEP a imposé des méthodes de calcul de coût pour le tarif de l'ensemble des prestations de dégroupage qui aboutissent à des tarifs parmi les plus bas en Europe. Ceci a été notamment le cas pour le tarif du dégroupage partiel lorsqu'il s'agissait de la seule prestation achetée par les opérateurs tiers puis du dégroupage total à partir de 2005. Par ailleurs, jusqu'en 2011, l'ARCEP a imposé sur le marché intermédiaire une méthode de tarification des offres activées qui protégeait artificiellement les marges des quelques opérateurs qui avaient fait le choix du dégroupage au détriment des autres opérateurs alternatifs bien plus nombreux qui avaient fait un autre choix.

En troisième lieu, l'ARCEP s'est fixée pour objectif de gommer les effets d'échelle du dégroupage alors même que France Télécom Orange les a supportés plus lourdement que ses concurrents en allant équiper en haut débit tous les NRA du territoire français, ce qui a nécessité un investissement lourd, sans aucune marge garantie ni subvention des collectivités locales, y compris dans les territoires français les plus ruraux. Dans le même temps, les opérateurs concurrents dégroupateurs se sont concentrés sur le raccordement des répartiteurs les plus intéressants commercialement, qu'ils pouvaient sélectionner sur la base de leur parc client en bitstream et ont bénéficié des investissements de France Télécom Orange via les offres activées proposées dans les plus petits répartiteurs. Le soutien dont ont bénéficié les opérateurs au travers des remèdes imposés sur les marchés 4 et 5 a abouti à ce que près de 90% des foyers français se trouvent dans des zones effectivement dégroupées. Pourtant, l'enjeu réglementaire de demain est l'équipement de la France en très haut débit et non le dégroupage de plus de répartiteurs dont le bénéfice attendu pour le marché est pour le moins hypothétique.



Enfin, France Télécom Orange regrette que l'ARCEP valide dans ce document de consultation ce qu'elle qualifie de « *mécanisme subventionnel* » dont ont pu bénéficier certains acteurs et plus particulièrement lorsque ces subventions sont intervenues dans des zones à haute intensité concurrentielle y compris pour des communes de la zone très dense dans lesquelles l'ARCEP considère qu'il est économiquement viable de disposer de plusieurs boucles locales optiques. La question qui doit être instruite est plutôt celle de l'abandon de ce type de mécanisme.

**Question 2 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs commentaires ou analyses quant à l'action des RIP en matière de dégroupage.**

Voir réponse à la question 3

**Question 3 : Les acteurs publics sont invités à faire part, en termes généraux, de leurs intentions et stratégies en matière de dégroupage ou de montée en débit, en particulier dans le contexte de nouvelles priorités telles que le déploiement de réseaux FttH.**

L'action des RIP en faveur du dégroupage est incontestable si celle-ci est mesurée au travers des montants dépensés par les collectivités (le montant de 1,6 milliards d'euros est souvent évoqué). Toutefois, il semble que le bénéfice retiré par la collectivité soit difficilement perceptible, notamment au vu des sommes considérables qui ont été engagées. Par ailleurs, cela a créé une distorsion de concurrence au détriment de France Télécom Orange, qui n'a pas bénéficié de subventions pour le fibrage de ses NRA.

Il convient d'en tirer les enseignements pour l'avenir.

Compte tenu de l'évolution de l'offre LFO qui garantit une disponibilité très importante de la fibre optique sur la quasi-totalité des NRA et du fait que les tarifs proposés par les opérateurs de RIP sont généralement alignés sur ceux de France Télécom Orange, il est indispensable que l'intervention des collectivités locales soit maintenant strictement limitée au fibrage des NRA sans LFO disponible sous réserve que France Télécom n'ait pas de perspective de fibrage à moyen terme.

En outre, l'ARCEP devrait s'assurer que les opérateurs de RIP proposent une offre de type LFO dans des conditions transparentes et non discriminatoires avec en particulier une égalité de traitement entre opérateur concernant les tarifs.

**Question 4 : Les acteurs sont invités à commenter, corriger ou compléter cette typologie des moyens, déjà utilisés ou encore à mettre en place, afin d'étendre la couverture du dégroupage.**

Voir réponse à la question 1

**Question 5 : Les acteurs sont invités à commenter le constat fait par l'ARCEP d'un ralentissement du rythme de l'extension du dégroupage.**

En premier lieu, France Télécom Orange tient à souligner que le taux de pénétration particulièrement élevé du haut débit en France au regard des autres pays européens tient d'abord à la couverture de tout le territoire national en DSL terminée depuis 2007. Cette couverture a été réalisée sur fonds propres par France Télécom Orange sans que le bilan économique de l'équipement des plus petits NRA ne soit un frein. Ce déploiement volontariste contraste pour le moins avec les calculs économiques sur la « dégroupabilité » présentés dans ce document de consultation.



En second lieu, France Télécom Orange ne partage pas le constat de l'ARCEP sur le ralentissement du dégroupage. Si le constat de la baisse du nombre de lignes dégroupées est évident au regard de la taille des NRA qui restent à dégroupier, la baisse du nombre de NRA dégroupé est beaucoup plus mesurée. L'ARCEP présente des chiffres pour les années 2010 à 2012 qui correspondent aux mises en service de NRA dégroupés. Il semble plus pertinent de relever le nombre de NRA commandés en dégroupage. En effet, les délais de mise en service peuvent varier selon le type d'hébergement et la disponibilité de la collecte. A l'inverse, le volume de commandes traduit la volonté de dégroupage des opérateurs.

France Télécom Orange souhaite faire plusieurs remarques sur ce point.

Il y a effectivement eu une rupture dans le volume de commandes de dégroupage mais cette rupture a eu lieu entre 2007 et 2009, c'est-à-dire avant la précédente analyse de marché. Le décrochage a été significatif puisque le volume de commande en 2009 correspond à 65% de celui de 2007. La baisse entre 2010 et 2012 est sensiblement moindre puisque le volume pour l'année 2012 correspond à plus de 75% de celui de 2010. Cette baisse doit être encore pondérée car sur cette même période, un nombre significatif de NRA ZO a été dégroupé.

Le ralentissement du dégroupage est également contestable dans la mesure où certains opérateurs ont affiché, en publiant des listes de communes, une volonté forte de poursuivre le dégroupage de NRA.

Enfin, les récentes évolutions de l'offre LFO sont très favorables à la poursuite de l'extension du dégroupage et il est impossible d'en mesurer aujourd'hui les effets.

France Télécom Orange ne souscrit donc pas à l'analyse selon laquelle une diminution sensible des commandes de dégroupage interviendra durant le prochain cycle d'analyse de marché.

**Question 6 : L'ARCEP invite les opérateurs de RIP ayant déployé des réseaux de collecte en fibre optique pour raccorder les NRA à lui fournir la liste des NRA concernés et les conditions techniques et tarifaires de l'offre de collecte correspondante.**

Cette question s'adresse aux opérateurs de RIP mais France Télécom Orange souhaite apporter une précision concernant les données fournies par l'Autorité. La lecture de ces dernières laisse en effet supposer que près de 3 000 NRA de France Télécom Orange, soit près de 20%, ne sont pas opticalisés. Il n'en est rien puisque les NRA non opticalisés sont pour environ 40% des NRA ZO (soit 1200 environ) pour lesquels la réalisation d'un lien de collecte ne relève pas de France Télécom Orange.

**Question 7 : Les acteurs sont invités à commenter ces évolutions de l'offre LFO, les éventuelles insuffisances de cette nouvelle offre et les effets qui en sont attendus sur la poursuite du dégroupage.**

Concernant les évolutions de l'offre LFO, France Télécom Orange souligne qu'elle mobilise des ressources importantes pour effectuer les réaménagements de réseau destinés à améliorer la disponibilité de l'offre. Ces ressources ont été dimensionnées sur la base des prévisions de dégroupage indiquées par l'ARCEP dans la précédente analyse de marché. En effet, dans la décision n° 2011-0668 en date du 14 juin 2011, l'Autorité précise : *« l'extension du dégroupage s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui à un rythme soutenu, de l'ordre de 200 nouveaux NRA dégroupés par trimestre, portée pour moitié par les opérateurs tiers privés avec l'offre LFO, l'autre moitié étant liée aux réseaux d'initiative publique des collectivités territoriales. 5 351 NRA sont aujourd'hui dégroupés par au moins un opérateur alternatif, portant la couverture du dégroupage à 82.8 % de la population. L'Autorité estime que l'extension du dégroupage par les opérateurs tiers privés peut se poursuivre au même rythme au cours du prochain cycle d'analyse des marchés »*



L'ARCEP prévoyait donc environ 400 NRA dégroupés grâce à la LFO par an, en sus de ceux dégroupés grâce aux RIP. France Télécom Orange, pour tenir compte de l'amélioration de la disponibilité de l'offre LFO et en l'absence de prévisions des opérateurs, a dimensionné ses ressources pour assurer un volume de dégroupage de 650 NRA par an. Ce volume est désormais prévu dans l'offre de référence et les engagements contractuels de France Télécom Orange en termes de délais lui sont donc applicables.

Enfin, il est contradictoire que ce volume soit considéré comme un frein alors qu'il semble largement supérieur au rythme prévu par l'ARCEP dans son document de consultation sur la baisse de l'extension du dégroupage.

**Question 8 : L'ARCEP invite les acteurs privés et publics à l'informer sur leurs éventuels projets de déploiement de réseaux de collecte en fibre optique vers les NRA.**

France Télécom Orange poursuit sur fonds propres et sur tout le territoire un programme d'opticalisation de ses NRA en prenant en compte plusieurs paramètres et en particulier, la nécessaire désaturation en trafic pour accompagner l'augmentation des usages et l'amélioration continue de la qualité de service, notamment en remplaçant certains câbles transport cuivre. Par ailleurs, le programme de suppression des gros multiplexeurs se poursuit, ce qui se traduit par l'opticalisation des nœuds concernés.

Ces opérations font partie des priorités de France Télécom Orange en termes d'investissements dans ses réseaux, en tenant compte des contraintes économiques qui s'imposent.

**Question 9 : L'ARCEP invite les acteurs à commenter son analyse sur l'existence d'une taille minimale de NRA en-deçà de laquelle les conditions économiques pourraient s'avérer insuffisantes à la poursuite du dégroupage et sur les conséquences en termes de définition possible d'une zone qui ne serait pas dégroupée à l'horizon de la prochaine analyse de marché. Les acteurs peuvent préciser en particulier cette taille minimale en nombre de lignes d'un NRA pouvant être dégroupé d'un point de vue économique à horizon de la prochaine analyse de marchés, en faisant, afin de faciliter les comparaisons, l'hypothèse (1) que les tarifs sous-jacents au dégroupage n'évoluent que peu et (2) qu'il n'y a pas de compensation ou d'incitation exogène à venir en dégroupage (i.e. en l'absence de mécanisme subventionnel et hors du contexte de la montée en débit).**

Les questions 9, 10 et 11 portent sur la « limite économique » du dégroupage et sur l'existence d'une taille minimale des répartiteurs dégroupables. France Télécom Orange regrette que l'objectif poursuivi soit de garantir que les nouveaux NRA dégroupés engendrent pour les opérateurs dégroupateurs un niveau de marge équivalent aux NRA précédemment dégroupés. Les opérateurs dégroupateurs ont actuellement un niveau de marge toujours croissant puisque celui-ci s'améliore sur les NRA précédemment dégroupés (croissance de la pénétration du haut débit et des parts de marché). Ce phénomène se constate dans les publications financières des opérateurs. Ainsi, le groupe Iliad a annoncé qu'en 2012 sa marge d'Ebitda est passée de 39,3% à 41,7% sur son activité fixe et attribue cette croissance notamment à l'augmentation sensible du nombre de nouveaux répartiteurs dégroupés.



Or, il ne peut rationnellement être pris comme hypothèse de base que de petits répartiteurs dégagent une rentabilité équivalente aux plus gros d'entre eux. La logique économique est que les nouveaux répartiteurs dégroupés, tout en restant rentables, dégagent une marge plus faible. Le maintien de la marge des opérateurs dégroupés lorsque la taille des répartiteurs diminue relève d'une économie artificiellement soutenue. Ceci n'est pas acceptable notamment lorsque ce soutien repose sur un financement public ou lorsque ces opérateurs dégroupés sont en concurrence directe avec d'autres opérateurs. A l'inverse, l'ARCEP ne paraît pas s'être soucée de la marge de France Télécom lorsque celle-ci a lancé le plan haut débit pour tous<sup>1</sup>.

En outre, l'examen de la figure 11 suggère que le coût moyen du dégroupage issu des modèles de l'ARCEP ne serait pas très différent si les plus petits répartiteurs étaient dégroupés. Compte tenu du faible nombre de lignes dans les plus petits NRA (de l'ordre de 6% des lignes relèvent de NRA de moins de 600 LP) et du poids élevé des NRA de plus de 300 LP (environ 70%), le surcoût moyen pour une couverture de tous les répartiteurs serait très faible et, en tout état de cause, sur la base de cette courbe, très inférieur à 1€/mois.

La « dégroupabilité » de l'ensemble des répartiteurs n'est donc pas une question d'ordre économique et il n'existe donc pas de taille minimale de NRA en deçà de laquelle le dégroupage ne pourrait se poursuivre du point de vue de la rationalité économique.

**Question 10 : L'ARCEP invite les acteurs à se prononcer sur le constat fait par l'Autorité d'une limite à l'adaptation, par la régulation, des conditions économiques du dégroupage des petits NRA.**

Voir réponse à la question 9

**Question 11 : L'ARCEP invite les acteurs à lui faire part des critères, au-delà de l'espace économique issu des modèles de l'accès et de la collecte, susceptibles d'orienter la décision de dégroupage d'un NRA ou d'une « grappe de NRA ».**

Voir réponse à la question 9

---

<sup>1</sup> Dans le document de consultation, France Télécom Orange ne semble pas être considérée comme une entreprise « normale » avec des actionnaires et des objectifs de rentabilité. A cet égard, la phrase suivante est particulièrement emblématique : « *En plus de l'action des opérateurs privés et des collectivités, France Télécom a également opéré d'importants investissements en vue d'étendre la couverture du DSL en France.* »



**Question 12 : L'ARCEP invite les opérateurs à compléter son analyse et à lister les éventuels critères objectifs susceptibles d'inciter au dégroupage de certains NRA de la zone « dégroupable ». Une fois ces facteurs identifiés, les opérateurs peuvent utilement distinguer ceux qui sont pris en compte *ex ante*, c'est-à-dire qui constituent des paramètres de la décision d'aller dégroupier un NRA, et ceux qui constituent des opportunités *ex post* de revenus complémentaires.**

Cette question semble ne concerner que les opérateurs tiers.

Néanmoins, France Télécom Orange souhaite commenter une affirmation de l'Autorité concernant les offres composites associant services de diffusion de programmes de télévision sur DSL et services associés tels que la vidéo à la demande ou la télévision de rattrapage (« catch-up TV »). En effet, l'Autorité présente ces offres comme formant un tout indissociable, ce qui ne correspond pas à la réalité technique. Les services associés peuvent être fournis en complément de services de diffusion de programme de télévision par satellite ou par la TNT (y compris payante). Ils peuvent également être offerts sans service de diffusion de la télévision « live » associé. Cela peut être le cas lorsque le débit d'un client, même s'il est éligible à l'offre de télévision de l'opérateur, est trop faible pour disposer d'une qualité suffisante de diffusion de télévision par DSL. Dans ce cas, le client pourra utiliser son antenne pour recevoir la télévision et bénéficier de la VOD et de la catch-up TV par le DSL. Un opérateur peut également tout à fait offrir ces services associés en ayant recours à une offre de bitstream. Si l'opérateur ne propose pas lui-même ces prestations, il existe néanmoins un risque qu'il en supporte quand même une partie des coûts. En effet, le client final peut recourir à un acteur « over the top » via une télévision connectée par exemple. Dans un tel cas, le coût d'acheminement du service sera bien supporté par l'opérateur fournissant l'accès et les revenus seront acquis par l'acteur « over the top ». L'argument économique développé par l'ARCEP nous paraît devoir être amendé.

En revanche, France Télécom Orange partage l'analyse de l'ARCEP selon laquelle ses offres de bitstream ne sont pas adaptées au transport de flux multicast que nécessitent les services de diffusion de programme de télévision de qualité sur DSL.

**Question 13 : L'ARCEP invite les acteurs à commenter et, si nécessaire, compléter son analyse concernant les facteurs objectifs susceptibles de limiter le dégroupage des NRA par les opérateurs alternatifs.**

France Télécom Orange considère que les contraintes opérationnelles soulevées par l'ARCEP mettent en évidence le caractère non immédiat de l'opération de dégroupage d'un NRA et non l'absence de dégroupabilité. Ces contraintes ne sont pas nouvelles et France Télécom Orange estime que les délais de mise en œuvre du dégroupage sont satisfaisants, notamment au regard de ce qui se pratique dans les autres pays européens. Il est vrai que les opérations de désaturation à engager pour améliorer la disponibilité de la LFO vont peser sur ces délais. Cependant, comme indiqué dans la réponse à la question 7, France Télécom Orange a dimensionné ses équipes pour permettre le dégroupage de 650 NRA grâce à la LFO, soit plus de 60% au-delà des prévisions de l'Autorité.

Concernant l'ouverture des services de télévision, France Télécom Orange a défini un rythme d'ouverture des NRA à ses propres services de télévision sur DSL qui tient compte du rythme du dégroupage.





Par conséquent, le sujet de « *l'ouverture de services de télévision antérieurement à l'arrivée d'un opérateur alternatif en dégroupage au NRA* » et de son impact sur le caractère dégroupable d'un NRA ne se pose pas. France Télécom Orange, dès lors qu'elle s'impose un rythme cohérent avec celui des opérateurs tiers, n'a pas à attendre qu'un opérateur ait dégroupé un NRA pour ouvrir ses services de télévision sur ce dernier.

Il n'est pas acceptable que la décision d'un opérateur de venir ou non en dégroupage sur un NRA considéré dégroupable ait un impact sur la possibilité pour France Télécom Orange d'ouvrir ses services de télévision sur DSL sur ce NRA. Dès lors que France Télécom Orange respecte un rythme cohérent avec celui du dégroupage, le choix du NRA concerné par l'ouverture des services de détail relève d'un arbitrage commercial et financier propre à chaque opérateur.

France Télécom Orange considère donc que la question de l'ouverture sur le marché de détail de services de télévision est sans lien avec les facteurs susceptibles de limiter le dégroupage.

**Question 14 :** Dans la perspective de cet éventuel zonage, l'ARCEP invite les acteurs à formuler leurs remarques quant aux principes d'un tel dispositif. Par ailleurs, l'ARCEP souhaite interroger les opérateurs sur les critères leur permettant de cibler un NRA à dégroupier et invite les opérateurs à identifier, et à lister, les NRA qui pourraient être la cible de leur dégroupage à venir, à tout le moins à horizon du prochain cycle d'analyse de marché.

**A contrario,** l'ARCEP invite les opérateurs à préciser les caractéristiques (et/ou donner la liste) des NRA qui n'entrent pas dans leur cible de dégroupage à venir, à horizon de la prochaine analyse de marché.

Il y aura de toute évidence un ensemble de NRA qui ne sera pas dégroupé à l'horizon de la prochaine analyse de marché.

L'Autorité a largement développé dans cette consultation qu'au-delà de « *l'espace économique issu des modèles de l'accès et de la collecte* », il y avait de nombreux éléments qui pouvaient intervenir dans la décision de dégroupier un NRA. Cependant, ces éléments varient dans le temps et un critère qui paraît pertinent aujourd'hui peut ne plus l'être dans 2 ans.

Par ailleurs, un éventuel zonage ne peut être considéré du seul point de vue de la boucle locale cuivre. De nombreux RIP FTTH sont en projet, voire lancés. Tous les enseignements du plan « France très haut débit » ne sont pas encore tirés et il semble pour le moins prématuré de définir aujourd'hui les NRA qui ne seront pas concernés par ces projets à un horizon de 3 à 5 ans.

En conséquence, France Télécom Orange ne pense pas que le zonage envisagé puisse être défini sur la base de critères objectifs et stables. Il serait en outre contre-productif dans la mesure où il ne pourrait conduire qu'à des investissements inutiles, sans rentabilité assurée et pourrait même constituer un frein au basculement vers le FTTH.

**Question 15 :** L'ARCEP invite les acteurs à formuler leurs remarques sur l'analyse concernant la situation de l'offre de services haut débit DSL permise pour chaque acteur dans chacune des zones. Par ailleurs, l'ARCEP invite les acteurs à fournir tous les éléments permettant d'effectuer une analyse de substituabilité, du point de vue de l'offre et de la demande, entre l'offre haut débit composite comprenant des services audiovisuels sur DSL proposée en zone dégroupée et l'offre de haut débit composite avec télévision par satellite proposée dans la zone non dégroupée (caractéristiques détaillées et contenu des offres, prix, taux de pénétration, satisfaction des abonnés, coûts sous-jacents...). Enfin, l'ARCEP invite les acteurs à compléter son analyse concernant les facteurs susceptibles de limiter l'émergence de services enrichis.

Cette question s'appuie sur plusieurs affirmations qui nous paraissent incomplètes, voire erronées, sur lesquelles France Télécom Orange souhaite apporter les commentaires suivants :

Réponse de France Télécom Orange à la consultation de l'ARCEP sur les perspectives du dégroupage dans le cadre des travaux préparatoires au quatrième cycle d'analyse de marché du haut et du très haut débit



En premier lieu, le document de consultation de l'ARCEP indique : « *on entend par « services audiovisuels sur DSL » les services de télévision, de télévision de rattrapage ou de vidéo à la demande diffusés grâce à la connexion haut débit sur DSL et proposés au travers des équipements de l'opérateur (boîtier TV) destinés à une diffusion sur la télévision de l'utilisateur* ». Or, (cf. notre réponse à la question 12) si le service DSL est un support de référence de diffusion des services de VOD et de catch-up TV, ce n'est pas le cas pour la diffusion des chaînes de télévision en direct. La diffusion par satellite et la diffusion hertzienne assurent une qualité et une complétude de couverture auxquels la diffusion par DSL ne peut prétendre. Par ailleurs, associer ces deux types de services sur le DSL tient pour acquis que la diffusion de l'un ne peut se faire sans l'autre ce qui à l'évidence ne correspond pas à la réalité. Il est ainsi possible d'associer de la télévision connectée avec une réception hertzienne et des services de VOD par internet ou encore, comme France Télécom Orange ou SFR, de proposer des offres triple play comprenant une composante télévision par satellite.

En second lieu, le document de consultation affirme que « *la nécessité de disposer de capacités importantes de trafic de données sur les réseaux de collecte pourrait constituer un facteur limitant l'émergence des services audiovisuels sur DSL dans la zone non dégroupée* ». Or, même si les offres de bitstream ne sont pas adaptées au transport de flux multicast et donc à la diffusion de chaînes en direct, il est nécessaire de tenir compte du fait que (cf. supra), le DSL n'est pas le seul support à même d'assurer cette diffusion. Les opérateurs l'ont d'ailleurs bien compris en équipant certaines de leur box d'entrées pour la TNT et ce, depuis 2006. En revanche, rien n'interdit d'utiliser des offres de bitstream pour assurer le transport des flux unicast liés à la vidéo à la demande et à la télévision de rattrapage. L'impact sur les coûts de collecte doit être analysé finement en tenant compte du taux de souscription, du taux de diffusion à l'heure chargée, etc. En première approche, une macro analyse menée sur le panel des clients de France Télécom Orange ne semble pas montrer que ceci correspondrait à un surcoût important. Les opérateurs pourraient donc s'ils le souhaitent offrir de tels services à leurs clients en zone non dégroupée sans remise en cause de la marge qu'ils affichent dans leur communication financière

En troisième lieu, le document de l'ARCEP associe la moindre intensité concurrentielle en zone non dégroupée à l'unique absence des services audiovisuels sur DSL, sans que cette affirmation fasse l'objet d'une démonstration. Nous avons indiqué supra que ces services pouvaient être proposés sans restriction pour la partie vidéo à la demande et télévision de rattrapage. Pourtant, les opérateurs tiers n'y ont pas recours, ce qui montre leur choix de ne pas proposer d'offre de ce type dans cette zone. France Télécom Orange considère pour sa part que l'apparente moindre intensité concurrentielle en zone non dégroupée relève uniquement d'un choix délibéré des opérateurs alternatifs qui privilégient la commercialisation de leurs services dans les zones dégroupées qui leur assure une rentabilité plus forte du fait de coûts d'exploitation moins élevés, alors même que les offres bitstream leur permettraient de concurrencer France Télécom Orange en zone non dégroupée avec la même intensité que dans les zones dégroupées.

Par ailleurs, France Télécom Orange ne partage pas l'analyse selon laquelle les offres composites avec télévision par satellite ne sont « *pas comparables aux offres composites avec services audiovisuels sur DSL proposées dans la zone dégroupée* », et cela pour deux raisons principales :

D'une part, les différences qui existent entre les offres composites avec télévision par satellite et les offres composites avec TV sur DSL sont minimales. Sur le plan tarifaire, les abonnements aux offres composites de France Télécom Orange sont identiques quelle que soit la technologie support du service de télévision (DSL ou satellite). Seule l'antenne parabolique est supportée par le client mais à un coût raisonnable au regard des prix pratiqués par les revendeurs.



Sur le plan des contenus audiovisuels disponibles, l'analyse ne doit pas rester au niveau de la comparaison du nombre de chaînes accessibles par satellite et par DSL, mais intégrer la part d'audience des chaînes. France Télécom Orange s'est attachée à rendre disponibles sur satellite les chaînes les plus populaires. En outre, il existe des centaines de chaînes gratuites sur satellite, dites Free To Air, auxquelles les abonnés ont directement accès à partir d'un décodeur satellite et en fonction du satellite visé (Astra, Eutelsat).

Par conséquent, France Télécom Orange estime que les offres composites avec télévision par satellite et les offres composites avec télévision sur DSL sont tout à fait comparables dans la mesure où le cœur des offres est identique et que les écarts restent à la marge. Ainsi, les différences entre ces deux types d'offres ne sauraient justifier que l'ARCEP porte une attention particulière à la disponibilité de services de diffusion de chaînes de télévision sur DSL dans les zones non dégroupées, et encore moins qu'elle envisage d'en faire un objectif de régulation (cf. réponse à la question 16).

D'autre part, le document de consultation semble considérer que l'ensemble des consommateurs situés en zone dégroupée peut bénéficier d'offres composites avec services audiovisuels sur DSL. En effet, dans son analyse, l'ARCEP associe systématiquement la présence d'offres composites avec services audiovisuels sur DSL à la notion de dégroupage. Or, un nombre significatif de clients en situation de dégroupage ne peuvent pas bénéficier d'un service audiovisuel sur DSL de qualité car ils ne disposent pas d'un débit suffisant. Ainsi, parmi les clients de France Télécom Orange équipés d'une offre de TV par satellite, [...].

L'offre de TV sur satellite est donc indispensable pour offrir des services audiovisuels sur l'ensemble du territoire, indépendamment du caractère dégroupé de la zone.

**Question 16 : L'ARCEP invite les acteurs à commenter les objectifs de régulation proposés dans cette zone et à proposer, le cas échéant, d'autres objectifs qu'ils jugent pertinents.**

L'ARCEP souhaite que des offres composites comprenant des services de télévision sur DSL puissent être proposées au plus grand nombre, y compris aux consommateurs qui ne seront pas concernés par le dégroupage à l'horizon du prochain cycle d'analyse des marchés. Elle envisage de définir un cadre réglementaire visant à imposer une concurrence renforcée par les services sur cette partie du territoire.

Dans le cadre d'une analyse de marché, l'ARCEP peut imposer des obligations proportionnées aux objectifs mentionnés à l'article L. 32-1 du CPCE aux opérateurs puissants sur un marché et notamment une obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès (article L. 38 du CPCE).

L'Autorité peut imposer cette obligation « *notamment lorsqu'elle considère qu'un refus d'accorder l'accès ou des modalités et conditions déraisonnables ayant un effet similaire empêcheraient l'émergence d'un marché de détail concurrentiel durable ou risqueraient d'être préjudiciables aux utilisateurs finaux* » (article D. 310 du CPCE).

Il convient donc que l'ARCEP démontre que l'absence d'une offre de gros de services télévisuels sur DSL empêcherait l'émergence d'un marché de détail concurrentiel ou risquerait d'être préjudiciable aux utilisateurs finaux.

Or, comme les réponses aux questions précédentes le démontrent, aucun élément ne permet de tirer une telle conclusion.

Tout d'abord, en dehors des zones dégroupées, les services de télévision sont disponibles grâce au satellite et à la TNT à un bon niveau de qualité de service. Sur le plan tarifaire, les opérateurs tiers sont, tout autant que France Télécom Orange, en capacité de proposer des offres à des tarifs péréqués reposant sur des solutions DSL ou satellitaires. C'est le cas des

Réponse de France Télécom Orange à la consultation de l'ARCEP sur les perspectives du dégroupage dans le cadre des travaux préparatoires au quatrième cycle d'analyse de marché du haut et du très haut débit



abonnements aux offres composites de France Télécom Orange qui sont identiques quelle que soit la technologie support du service de télévision (DSL ou satellite). Le client doit néanmoins acheter une antenne parabolique mais il s'agit d'un coût initial, proposé à un niveau de prix raisonnable. En outre, l'offre de bitstream de France Télécom Orange permet aux opérateurs tiers de proposer s'ils le souhaitent, en complément du service de télévision, des services de VOD et de catch up TV.

En outre, l'ARCEP relève que France Télécom Orange « *ne propose pas de services audiovisuels sur DSL dans les NRA où il est le seul opérateur présent et où les opérateurs tiers ne disposent pas des conditions leur permettant de venir en dégroupage* ». Une telle affirmation signifie qu'il n'y a aucune différence entre France Télécom Orange et les autres opérateurs concernant les technologies supports des services qu'ils fournissent. Dans ces conditions, aucun problème concurrentiel ne peut être identifié et il est inenvisageable d'imposer à France Télécom Orange la fourniture d'une offre de gros de services audiovisuels sur ADSL alors qu'elle ne propose pas elle-même d'offre de ce type sur le marché de détail lorsque les opérateurs tiers ne sont pas en capacité de le faire également.

Il convient de rappeler que la régulation ex ante des marchés de gros a pour objectif de remédier à un manque de concurrence effective qui est manifeste sur les marchés des utilisateurs finaux. A défaut, aucune régulation ne se justifie.

Par ailleurs, imposer une obligation spécifique dans la zone qui ne sera pas concernée par le dégroupage à l'horizon du prochain cycle d'analyse des marchés suppose de pouvoir distinguer clairement deux zones sur le territoire français, l'une « dégroupable », l'autre « non dégroupable ». Or, conformément à la réponse à la question 14, France Télécom Orange ne considère pas qu'il existe aujourd'hui de critères objectifs et stables permettant d'opérer une telle distinction, ce qui est partagé par de nombreux acteurs privés comme publics.

En tout état de cause, l'imposition de remèdes géographiques n'est justifié qu'en cas de différence dans la situation concurrentielle entre deux zones. En effet, l'article L. 32-1, 3° ter du CPCE fixe comme objectif de régulation pour l'ARCEP de « *tenir compte de la diversité des situations en matière de concurrence et de consommation dans les différentes zones géographiques du territoire national* ». Or, il s'avère qu'il n'existe pas de différence dans les services audiovisuels proposés dans les zones dégroupées et dans les zones non dégroupées.

Comme France Télécom Orange l'a rappelé dans la réponse à la question 15, les offres composites proposées dans la zone non dégroupée, notamment celles comprenant la télévision par satellite, sont comparables aux offres composites comprenant des services de télévision sur DSL proposées en zone dégroupée. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler que l'offre de télévision par satellite s'adresse aussi bien aux clients de la zone dégroupée qu'à ceux de la zone non dégroupée puisqu'en zones dégroupées, un certain nombre de clients ne sont pas éligibles à la télévision par DSL.

En effet, l'inéligibilité aux services de télévision sur DSL n'est pas un problème local limité aux zones non dégroupées mais relève d'une problématique nationale. Dans ces conditions, imposer la fourniture d'une offre de gros en zone dégroupée ne résoudrait pas cette question.

Par ailleurs, mettre en place à l'heure actuelle une offre de gros spécifique dans une zone qui continue de se réduire du fait de l'extension du dégroupage ne semble pas raisonnable. La réduction progressive du nombre de NRA non dégroupés rend de moins en moins proportionnée l'imposition d'une telle obligation.

Enfin, France Télécom Orange souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur la logique poursuivie par les opérateurs tiers en matière de dégroupage. Il s'agit d'une véritable course menée dans un objectif de rentabilité, ce qui se reflète parfaitement dans leurs communications financières. Celles-ci sont axées sur l'augmentation du taux de dégroupage et il est peu crédible que les



opérateurs tiers décident de recourir à une offre activée qui conduirait à une baisse du taux de dégroupage et s'inscrirait donc en contradiction avec les positions qu'ils affichent. Il est donc légitime d'avoir des doutes sérieux sur l'appétence des opérateurs tiers pour une offre de bitstream de télévision.

Aucun des éléments présentés par l'ARCEP dans son document de consultation ne paraît donc résister à la conclusion suivante : il n'existe aucune différence dans la situation concurrentielle en matière de fourniture de services de télévision justifiant l'imposition d'une nouvelle obligation sur le marché de gros.

**Question 17 : L'ARCEP invite les acteurs à commenter les objectifs de régulation proposés dans cette zone et à proposer, le cas échéant, d'autres objectifs qu'ils jugent pertinents.**

L'ARCEP relève que France Télécom Orange « *ne propose pas de services audiovisuels sur DSL dans les NRA où il est le seul opérateur présent et où les opérateurs tiers ne disposent pas des conditions leur permettant de venir en dégroupage* » mais que l'arrivée en dégroupage d'un opérateur n'est pas immédiate et que l'ouverture des services audiovisuels sur DSL par France Télécom Orange pourrait diminuer l'intérêt des opérateurs à venir ultérieurement en dégroupage sur les NRA concernés. L'ARCEP s'interroge donc sur le rythme et le nombre de NRA concernés par l'ouverture des services de détail de France Télécom Orange par rapport à la capacité effective de dégroupage des opérateurs tiers.

Concernant l'ouverture des services de télévision sur le marché de détail, France Télécom Orange a défini un rythme d'ouverture des NRA à ses propres services de télévision sur DSL qui tient compte du rythme du dégroupage. Le rythme et le nombre de NRA concernés par l'ouverture des services de détail de France Télécom Orange sont donc cohérents avec à la capacité effective de dégroupage des opérateurs tiers.

En revanche, il n'est pas acceptable de conditionner l'ouverture des services de France Télécom Orange aux seuls NRA effectivement dégroupés. Dès lors que France Télécom Orange respecte le rythme du dégroupage pour fournir des services de télévision par DSL, elle ne peut se voir imposer d'obligations concernant les NRA concernés. France Télécom Orange n'a pas à attendre qu'un opérateur ait dégroupé un NRA pour ouvrir ses services de télévision sur ce dernier car la décision d'ouvrir la télévision sur DSL sur tel ou tel NRA relève d'un choix commercial et financier propre à chaque opérateur.

Imposer à France Télécom Orange de n'ouvrir ses services de télévision par DSL que dans les NRA dégroupés n'est, en tout état de cause, pas envisageable dans la mesure où l'activité de détail de France Télécom Orange n'a pas à avoir connaissance du rythme et des zones concernées par les projets de dégroupage des opérateurs tiers.

Il est essentiel que le principe de concurrence par les mérites puisse s'exprimer dans les zones où les opérateurs peuvent venir en dégroupage. L'inverse ne pourrait que nuire au consommateur.

La seule question que pose l'ouverture des services de télévision sur DSL par France Télécom Orange est celle de son rythme. Elle relève d'un contrôle a posteriori par le droit commun de la concurrence. Aucune mesure ex ante supplémentaire n'est nécessaire.

**Question 18 : L'ARCEP souhaite consulter les acteurs sur les mesures envisageables qui pourraient permettre aux opérateurs alternatifs de fournir à leurs abonnés des services enrichis en dehors des zones dégroupées. L'ARCEP invite les acteurs à formuler toutes les remarques qui pourraient l'éclairer sur les conditions de faisabilité technique des solutions proposées et susceptibles de répondre aux objectifs de régulation envisagés au paragraphe 3.2.1. De même, l'ARCEP invite les acteurs, dans le cas où d'autres objectifs ont été suggérés, à expliciter les solutions envisagées et leurs conditions de faisabilité technique pour répondre à ces objectifs.**

France Télécom Orange renvoie à sa réponse à la question 16 concernant l'absence d'élément justifiant l'imposition d'une nouvelle obligation sur le marché de gros au regard de la situation concurrentielle en matière de fourniture de services de télévision.

France Télécom Orange souhaite néanmoins compléter son propos par des remarques d'ordre général.

Une offre de gros de « services audiovisuels sur DSL » tels que définis par l'Arcep ne peut s'envisager que sous certaines conditions. En effet, le NRA doit être opticalisé, le DSLAM présent au NRA doit être un DSLAM ethernet, et le dimensionnement du réseau doit être compatible en cas de DSLAM esclave. La conjonction de ces éléments restreint donc considérablement le champ d'application d'une offre de gros de services audiovisuels sur DSL en zone non dégroupée.

De plus, aucune norme n'a été définie par le Broadband Forum qui soit applicable aux offres de gros de télévision. Il n'y a donc pas de standard défini, ce qui constitue un obstacle à une mutualisation effective.

Enfin, les contraintes techniques soulevées dans la réponse de France Télécom Orange à la consultation sur les marchés 4 et 5 de 2008 sont toujours d'actualité : inadaptation des offres de bitstream au transport de flux multicast, gestion difficile de la qualité de service et du service après-vente...

Enfin, une offre de gros de « services audiovisuels sur DSL » ne résoudra pas la question des clients inéligibles à la télévision par ADSL en zone dégroupée pour lesquels une offre de télévision par satellite reste la solution la plus adaptée.

**Question 19 : L'ARCEP souhaite consulter les acteurs sur les mesures envisageables pour permettre l'ouverture des services audiovisuels sur DSL là où France Télécom Orange est le seul opérateur présent, dans des conditions cohérentes avec la capacité des opérateurs tiers à arriver en dégroupage. De même, l'ARCEP invite les acteurs, dans le cas où d'autres objectifs ont été suggérés sur cette zone, à expliciter les solutions envisagées et leurs conditions de faisabilité technique pour répondre à ces objectifs.**

Voir réponse à la question 17